

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4667

[2007/203488]

25 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, notamment les articles 1^{er}*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par le décret du 20 septembre 2007, 3, 10, alinéa 3, remplacé par le décret du 20 septembre 2007, et 16, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.622/2, donné le 22 octobre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatrices de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o le point 6^o est abrogé, le point 7^o devient le point 6^o, le point 8^o devient le point 7^o et le point 9^o devient le point 8^o;

2^o au point 8^o, devenu le point 7^o, les mots „ la société ” sont supprimés.

Art. 2. Le même arrêté est complété par un chapitre I^{er}*bis* rédigé comme suit :

« CHAPITRE I^{er}*bis*. — *De la demande de reconnaissance*

Art. 1^{er}*bis*. § 1^{er}. Lorsque la demande d'adoption ou de révision d'un périmètre de reconnaissance introduite par l'opérateur concerne une ou plusieurs opérations, visées à l'article 4, qui ne nécessitent pas l'adoption d'un arrêté d'expropriation, elle contient les éléments suivants :

1^o un plan représentant le périmètre et la superficie des immeubles concernés;

2^o les renseignements visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o à 8^o;

3^o le cas échéant, les modalités d'association conformément à l'article 22;

§ 2. Lorsque la demande de reconnaissance introduite par l'opérateur concerne une ou plusieurs opérations, visées à l'article 4, et est accompagnée d'une demande d'expropriation, elle contient, outre les éléments visés au § 1^{er}, ceux visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 3. La demande visée aux §§ 1^{er} et 2 est adressée par l'opérateur en neuf exemplaires au fonctionnaire dirigeant.

Sauf lorsque le périmètre de reconnaissance inclut un incubateur, la compétence dévolue au Gouvernement par l'article 1^{er}*bis*, § 6, alinéa 2, du décret est exercée par le Ministre. »

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications qui suivent :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 2^o, c), les mots „ article 13 ” sont remplacés par les mots „ article 1^{er}*bis* du décret.”;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 4^o, b), entre les mots „ activités concernées ” et les mots „ et en précisant les retombées ”, sont insérés les mots „ notamment en fonction des contacts pris avec des candidats investisseurs.”;

3^o à l'alinéa 1^{er}, 6^o, a), les trois premiers tirets sont remplacés par un seul tiret libellé comme suit :

« — de l'éventuelle valeur ajoutée que ce projet engendre eu égard à des développements possibles, en matière de recherche, au niveau de filières, de secteurs de pointe ou d'axes prioritaires pour la Wallonie; »;

4^o à l'alinéa 1^{er}, 6^o, b), le deuxième tiret est remplacé par :

« — les mesures favorables et dispositifs nécessaires à l'intégration du périmètre à son environnement humain et naturel, tels que les dispositifs d'isolement, les types de plantations et leur gestion, les espaces naturels maintenus, les éléments régulateurs du système oro-hydrologique, ainsi que les mesures favorables au développement durable; »;

5^o à l'alinéa 1^{er}, 8^o, b), sont supprimés les mots „ et du cahier des charges urbanistique et environnemental visé à l'article 31*bis* du CWATUP ».

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots „ aux articles 13 à 16 du présent arrêté ” sont remplacés par „ à l'article 1^{er}*bis* du décret”;

2^o il est inséré un 2^o*bis* rédigé comme suit :

« 2^o*bis* l'acquisition et la transformation ou la construction de bâtiments destinés à l'accueil de l'enfance en vue de favoriser l'implantation ou à permettre l'extension des activités économiques existantes d'incubateurs, de centres de services auxiliaires, de halls relais, de centres d'entreprises et d'ateliers de travail partagé; ».

Art. 5. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté les mots „ 2^o*bis*,” sont insérés entre les mots „ à l'article 4, 2^o,” et „ est constitué”.

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o il est complété comme suit :

« 3^o des travaux liés à tout équipement public, interne ou externe à la zone, destiné, même partiellement, à l'alimentation en énergie durable au sein d'une zone d'activité reconnue. »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots „ 2^o*bis*,” sont insérés entre les mots „ à l'article 4, 2^o,” et „ comprend le montant total”.

Art. 7. A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications qui suivent :

1^o au § 1^{er}, après l'alinéa 1^{er}, est inséré l'alinéa qui suit :

« Lorsque de telles opérations ont lieu sur une voirie régionale ou communale, le taux maximum est fixé à 100 %. »;

2° au § 1^{er}, 2^e alinéa devenu le 3^e, 1° les mots "de l'article 167 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par "des articles 167 et 182 du CWATUP";

3° au § 1^{er}, 2^e alinéa devenu le 3^e, le 3° est complété comme suit :

« et pour l'acquisition de terrains situés dans les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes visés à l'article 21 du CWATUP ou inscrits dans une zone visée aux articles 26, 27, 28, 33 et 34 du CWATUP ou situés dans un périmètre visé à l'article 167 du CWATUP. »;

4° au § 1^{er}, alinéa 3, il est ajouté un 4° rédigé comme suit :

« 4° 95 % pour la fourniture et la pose de panneaux photovoltaïques. »;

5° au § 2, au 3^e alinéa, après les mots "ainsi que les avenants préalablement approuvés", sont ajoutés les mots : ", à l'exception des opérations visées au § 1^{er}, alinéa 3, 4^o".

Art. 8. A l'article 12 du même arrêté, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le 1^{er} alinéa est remplacé par comme suit :

« Aucun subside pour les mêmes actes et travaux n'est accordé si un projet bénéficie déjà de subsides sur la base d'autres législations régionales, à l'exception de toute somme perçue en application du titre IV du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités à réhabiliter et du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du Livre II du CWATUP et de toute somme perçue pour la construction ou la modification de voiries financées par la Région wallonne »;

2° à l'alinéa 2, entre les mots "pour autant que" et les mots "la commune", sont insérés les mots "le gestionnaire ou";

3° l'article 12 est complété comme suit :

« Dès leur réception provisoire, les infrastructures subsidiées réalisées dans le cadre de l'aménagement des espaces destinés aux activités économiques sont reprises par la ou les communes sur le territoire desquelles elles se trouvent ou par le ou les gestionnaires prévus par les lois et règlements.

Dans le cas où une infrastructure spécifique relève de plusieurs gestionnaires simultanément, un accord sur la reprise est conclu entre les parties avant l'exécution de l'ouvrage. »

Art. 9. Les articles 13 à 16 du même arrêté sont abrogés.

Art. 10. Les articles 17 et 18 du même arrêté deviennent respectivement les articles 13 et 14.

Art. 11. A l'article 19 du même arrêté, devenu l'article 15, les mots "articles 20 à 24" sont remplacés par "articles 16 à 20".

Art. 12. A l'article 20 du même arrêté, devenu l'article 16, les mots "article 22" sont remplacés par "article 18".

Art. 13. A l'article 21 du même arrêté, devenu l'article 17, les mots "articles 20 et 22" sont remplacés par "articles 16 et 18".

Art. 14. A l'article 22 du même arrêté, devenu l'article 18, les mots "article 26" sont remplacés par "article 22".

Art. 15. L'article 23 du même arrêté devient l'article 19.

Art. 16. A l'article 24 du même arrêté, devenu l'article 20, sont apportées les modifications qui suivent :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "articles 21, alinéa 1^{er}, 3°, et 23, alinéa 2" sont remplacés par "articles 17, alinéa 1^{er}, 3°, et 19, alinéa 2";

2° à l'alinéa 2, les mots "article 17" sont remplacés par "article 13".

Art. 17. L'article 25 du même arrêté devient l'article 21.

Art. 18. A l'article 26 du même arrêté, devenu l'article 22, sont apportées les modifications qui suivent :

1° à l'alinéa 1^{er}, a), 2°, les mots "article 25" sont remplacés par "article 21";

2° à l'alinéa 1^{er}, b), 1°, les mots "commune, intercommunale ou la société" sont remplacés par "commune ou intercommunale";

3° à l'alinéa 1^{er}, b), 3°, les mots "les communes, les intercommunales et la société" sont remplacés par "les communes et les intercommunales";

4° à l'alinéa 1^{er}, b), 4°, les mots "des communes, des intercommunales et de la société" sont remplacés par "des communes et des intercommunales";

5° à l'alinéa 1^{er}, b), 5°, les mots "des communes, des intercommunales et de la société" sont remplacés par "des communes et des intercommunales";

6° à l'alinéa 1^{er}, c), les mots "aux communes, aux intercommunales et à la société" sont remplacés par "aux communes et aux intercommunales".

Art. 19. L'article 27 du même arrêté devient l'article 23.

Art. 20. L'article 28 du même arrêté devient l'article 24.

Art. 21. Les articles 29 et 30 du même arrêté deviennent respectivement les articles 25 et 26.

CHAPITRE II. — Dispositions finales

Art. 22. Les demandes d'octrois de subsides, visées à l'article 13 du même arrêté, introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont régies par l'arrêté en vigueur au moment de leur introduction.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports, et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4667

[2007/203488]

25. OKTOBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, insbesondere der Artikel *1bis* § 1 Absatz 2 eingefügt durch das Dekret vom 20. September 2007 3 10 Absatz 3 ersetzt durch das Dekret vom 20. September 2007 und 16 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

Aufgrund des am 16. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. Juli 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 22. Oktober 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.622/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird wie folgt abgeändert:

1° der Punkt 6° wird außer Kraft gesetzt, der Punkt 7° wird zum Punkt 6°, der Punkt 8° wird zum Punkt 7° und der Punkt 9° wird zum Punkt 8°;

2° im Punkt 8° der zum Punkt 7° wird, wird der Wortlaut „, die Gesellschaft“ gestrichen.

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Kapitel *Ibis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL Ibis — Antrag auf Anerkennung

Art. *1bis* - § 1 - Wenn der vom Träger eingereichte Antrag auf Genehmigung oder Revision eines Anerkennungsgebiets eine oder mehrere in Artikel 4 erwähnte Maßnahmen betrifft, die nicht der Verabschiedung eines Enteignungserlasses bedürfen, enthält dieser Antrag die folgenden Elemente:

1° einen Plan, der den Umkreis und die Oberfläche der betreffenden Immobiliengüter darstellt;

2° die in Artikel 2 Absatz 1 Punkte 3° bis 8° erwähnten Angaben;

3° ggf. die Vereinigungsmodalitäten gemäß Artikel 22.

§ 2 - Wenn der vom Träger eingereichte Antrag auf Anerkennung eine oder mehrere in Artikel 4 erwähnte Maßnahmen betrifft, und mit einem Enteignungsantrag versehen ist, enthält dieser Antrag neben den in § 1 erwähnten Elementen, auch die in Artikel 2 Absatz 1 Punkte 1° und 2° erwähnten Elemente.

§ 3 - Der Träger übermittelt den in § 1 und § 2 erwähnten Antrag dem leitenden Beamten in neun Ausfertigungen.

Die durch Artikel *1bis* § 6 Absatz 2 des Dekrets der Regierung zufallende Zuständigkeit wird vom Minister ausgeübt, außer wenn das Anerkennungsgebiet einen Inkubator umfasst.»

Art. 3 - In Art. 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Punkt 2° c) werden die Wörter „Art. 13“ durch „Art. *1bis* des Dekrets“ ersetzt;

2° in Absatz 1 Punkt 4° b), werden die Wörter „insbesondere aufgrund der Kontakte, die mit den potentiellen Investoren stattgefunden haben,“ zwischen „für die geplanten Aktivitäten“ und „sowie der wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen“ eingefügt;

3° in Absatz 1 Punkt 6° a) werden die ersten drei Gedankenstriche durch einen einzigen Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«- der eventuelle Mehrwert, den dieses Projekt erzeugt im Hinblick auf mögliche Weiterentwicklungen in Sachen Forschung, was Sparten, Spitzensektoren oder Achsen angeht, die für die Wallonie vorrangig sind;»;

4° in Absatz 1 Punkt 6° b) wird der zweite Gedankenstrich durch folgenden Text ersetzt:

«- die Maßnahmen und Einrichtungen, die für die Integration des Gebiets in seine menschliche und natürliche Umwelt günstig oder erforderlich sind, so wie z.B. Abschirmstreifen, Anpflanzungen (Art und Bewirtschaftung angeben), erhaltene Naturflächen, Elemente zur Regelung des hydrologischen Netzes, sowie die für die nachhaltige Entwicklung günstigen Maßnahmen;»;

5° in Absatz 1 Punkt 8° b) werden die Wörter „und des in Artikel 31*bis* des CWATUP erwähnten Städtebau- und Umweltlastenhefts“ gestrichen.

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter „den Artikeln 13 bis 16 des vorliegenden Erlasses“ durch „Artikel *1bis* des Dekrets“ ersetzt;

2° es wird ein Punkt 2°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«2°*bis* den Erwerb und die Veränderung oder den Bau von Gebäuden für die Kinderbetreuung, um die Ansiedlung von Betrieben zu fördern, oder die darauf abzielen, die Erweiterung der bestehenden wirtschaftlichen Aktivitäten von Inkubatoren, Zentren für Zusatzdienstleistungen, Übergangshallen, Unternehmenszentren und Werkstätten für geteilte Arbeit zu ermöglichen;».

Art. 5 - In Artikel 5 § 1 1. Absatz desselben Erlasses werden die Wörter „2°*bis*“ nach „Artikel 4 2°“ eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Artikel 6 wird mit folgender Bestimmung ergänzt:

«3° Arbeiten in Zusammenhang mit jeder öffentlichen Ausrüstung, ob sie sich innerhalb oder außerhalb des Gebiets befindet, und die - auch nur teilweise - zur Versorgung mit einer nachhaltigen Energiequelle innerhalb eines anerkannten Aktivitätsgebiets dient.»;

2° Im 1. Absatz werden die Wörter "2°bis" nach "Artikel 4 2°" eingefügt.

Art. 7 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird nach dem 1. Absatz folgender Absatz eingefügt:

«Wenn solche Maßnahmen auf regionalen oder kommunalen Straßen stattfinden, wird der Höchstsatz auf 100% festgelegt.»;

2° in § 1 2. Absatz, der zum 3. Absatz geworden ist, Punkt 1° werden die Wörter "des Artikels 167 des CWATUP" durch die Wörter "der Artikels 167 und 182 des CWATUP" ersetzt;

3° in § 1 2. Absatz, der zum 3. Absatz geworden ist, wird der Punkt 3° wie folgt ergänzt:

«und für den Erwerb von Geländen in Bereichen der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen und der autonomen Häfen im Sinne von Art. 21 des CWATUP oder die in einem Gebiet im Sinne der Artikel 26, 27, 28, 33 und 34 des CWATUP eingetragen sind oder die in einem Umkreis im Sinne von Artikel 167 des CWATUP liegen.»;

4° in § 1 3. Absatz, wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«4° 95% für die Lieferung und das Anbringen von photovoltaischen Zellen.»;

5° in § 2 3. Absatz, werden nach den Wörtern "sowie der zuvor genehmigten Nachträge" die Wörter ", mit Ausnahme der in § 1 3. Absatz, Punkt 4° erwähnten Maßnahmen" eingefügt.

Art. 8 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der 1. Absatz wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Es wird kein Zuschuss für dieselben Handlungen und Arbeiten gewährt, wenn für ein Projekt auf der Grundlage anderer regionalen Bestimmungen bereits Zuschüsse gewährt werden, dies mit Ausnahme jedes in Anwendung von Titel IV des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände und Buch II, Titel I, Kapitel I des CWATUP bezogenen Betrags und jedes für den Bau oder die Änderung von durch die Wallonische Region finanzierten Straßen bezogenen Betrags»;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "wenn die Gemeinde" durch "wenn der Betreiber oder die Gemeinde" ersetzt;

3° Artikel 12 wird mit folgender Bestimmung ergänzt:

«Die im Rahmen der Einrichtung der für die wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmten Räume ausgeführten bezuschussten Infrastrukturen werden sofort nach ihrer vorläufigen Abnahme von der oder den Gemeinden, auf deren Gebiet sie sich befinden, oder von den in den Gesetzen und Verordnungen vorgesehenen Betreibern übernommen.

Falls eine spezifische Infrastruktur von mehreren Betreibern zugleich abhängt, werden die betreffenden Parteien von der Ausführung des Bauwerks eine Vereinbarung treffen.»

Art. 9 - Die Artikel 13 bis 16 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Die Artikel 17 und 18 desselben Erlasses werden die neuen Artikel 13 und 14.

Art. 11 - In Artikel 19 desselben Erlasses, der nun der Artikel 15 geworden ist, werden die Wörter "Artikel 20 bis 24" durch "Artikel 16 bis 20" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 20 desselben Erlasses, der nun der Artikel 16 geworden ist, werden die Wörter "Artikel 22" durch "Artikel 18" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 21 desselben Erlasses, der nun der Artikel 17 geworden ist, werden die Wörter "Artikel 20 bis 22" durch "Artikel 16 bis 18" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 22 desselben Erlasses, der nun der Artikel 18 geworden ist, werden die Wörter "Artikel 26" durch "Artikel 22" ersetzt.

Art. 15 - Der Artikel 23 desselben Erlasses wird der neue Artikel 19.

Art. 16 - In Artikel 24 desselben Erlasses, der der neue Artikel 20 geworden ist, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Artikeln 21 Absatz 1 3° und 23 Absatz 2" durch "Artikeln 17 Absatz 1 3°, und 19, Absatz 2" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Artikel 17" durch "Artikel 13" ersetzt.

Art. 17 - Der Artikel 25 desselben Erlasses wird der neue Artikel 21.

Art. 18 - In Artikel 26 desselben Erlasses, der der neue Artikel 22 geworden ist, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 a), 2° werden die Wörter "Artikel 25" durch "Artikel 21" ersetzt;

2° in Absatz 1 b), 1° werden die Wörter "Gemeinde, Interkommunale oder die Gesellschaft" durch "Gemeinde oder Interkommunale" ersetzt;

3° in Absatz 1 b), 3° werden die Wörter "Gemeinden, Interkommunalen und die Gesellschaft" durch "Gemeinden und Interkommunalen" ersetzt;

4° in Absatz 1 b), 4° werden die Wörter "Gemeinden, Interkommunalen oder der Gesellschaft" durch "Gemeinden und Interkommunalen" ersetzt;

5° in Absatz 1 b), 5° werden die Wörter "Gemeinden, Interkommunalen oder der Gesellschaft" durch "Gemeinden und Interkommunalen" ersetzt;

6° in Absatz 1 c), werden die Wörter "den Gemeinden, den Interkommunalen und der Gesellschaft" durch "den Gemeinden und den Interkommunalen" ersetzt.

Art. 19 - Der Artikel 27 desselben Erlasses wird der neue Artikel 23.

Art. 20 - Der Artikel 28 desselben Erlasses wird der neue Artikel 24.

Art. 21 - Die Artikel 29 und 30 desselben Erlasses werden die neuen Artikel 25 und 26.

KAPITEL II — *Schlussbestimmungen*

Art. 22 - Die in Art. 13 desselben Erlasses erwähnten Anträge auf die Gewährung von Zuschüssen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, werden durch den Erlass geregelt, der zum Zeitpunkt, wo sie eingereicht worden sind, gültig war.

Art. 23 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 24 - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4667

[2007/203488]

25 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, inzonderheid op de artikelen *1bis*, § 1, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 20 september 2007, 3, 10, derde lid, vervangen door het decreet van 20 september 2007, en 16, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juli 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 43.622/2, gegeven op 22 oktober 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 6^o wordt opgeheven, punt 7^o wordt punt 6^o, punt 8^o wordt punt 7^o en punt 9^o wordt punt 8^o;

2^o in punt 8^o, dat punt 7 is geworden, worden de woorden „, de maatschappij” geschrapt.

Art. 2. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *Ibis*. — *Erkenningsaanvraag*

Art. *1bis*. § 1. Wanneer de door de operator ingediende aanvraag tot aanneming of tot herziening van een erkenningsomtrek één of meerdere in artikel 4 bedoelde verrichtingen betreft die het goedkeuren van een onteigeningsbesluit niet nodig maken, bevat hij de volgende gegevens :

1^o een plan waarop de omtrek en de oppervlakte van de betrokken onroerende goederen afgebeeld zijn;

2^o de inlichtingen bedoeld in artikel 2, eerste lid, 3^o à 8^o;

3^o in voorkomend geval, de verenigingsmodaliteiten overeenkomstig artikel 22.

§ 2. Wanneer de door de operator ingediende erkenningsaanvraag één of meerdere in artikel 4 bedoelde verrichtingen betreft en een onteigeningsaanvraag inhoudt, bevat de aanvraag tot erkenning, behalve de in § 1 bedoelde gegevens, de in artikel 2, eerste lid, 1^o en 2^o bedoelde gegevens.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde aanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar gericht in negen exemplaren.

Behalve wanneer een incubator in de erkenningsomtrek is inbegrepen, wordt de aan de Regering door artikel *1bis*, § 6, tweede lid van het decreet voorbehouden bevoegdheid uitgeoefend door de Minister. »

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, 2^o, c) worden de woorden „artikel 13” vervangen door de woorden „artikel *1bis* van het decreet.”;

2^o in het eerste lid, 4^o, b), worden de woorden „meer bepaald in functie van de contacten genomen met de kandidaat-investeerders” ingevoegd tussen de woorden „de betrokken activiteiten” en de woorden „en met vermelding van de sociale en economische gevolgen”;

3^o in het eerste lid, 6^o, a), worden de eerste drie streepjes vervangen door een streepje luidend als volgt :

« - van de eventuele toegevoegde waarde die dit project met zich brengt, rekening houdend met mogelijke ontwikkelingen, inzake onderzoek, wat de productketens, de speerpuntsectoren of de prioritaire hoofdlijnen voor Wallonië betreft; »;

4° in het eerste lid, 6°, b), wordt het tweede streepje vervangen door :

« - de gunstige maatregelen en noodzakelijke voorzieningen voor de integratie van de omtrek in zijn menselijk of natuurlijk milieu, zoals de isoleringsvoorzieningen, het soort beplantingen en hun beheer, de behouden natuurlijke ruimten, de regulerende factoren van het oro-hydrologisch systeem, alsook de gunstige maatregelen voor duurzame ontwikkeling; »;

5° in het eerste lid, 8°, b) worden de woorden "en van het stedenbouwkundig en ecologisch bestek bedoeld in artikel 31bis van het CWATUP" geschrapt.

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de artikelen 13 à 16 van dit besluit" worden vervangen door "artikel 1bis van het decreet";

2° er wordt een 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis de aankoop en de verbouwing of de bouw van gebouwen bestemd voor de opvang van kinderen om de vestiging te begunstigen of om de uitbreiding van bestaande economische activiteiten van incubatoren, ondersteunende dienstencentra, doorgangsgebouwen, ondernemingscentra en werkplaatsen voor gedeeld werk mogelijk te maken; ».

Art. 5. In artikel 5, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "2°bis," ingevoegd tussen de woorden "in artikel 4, 2°," en "is samengesteld uit".

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het wordt aangevuld als volgt :

« °3 werken verbonden aan elke openbare uitrusting binnen of buiten het gebied die, zelfs gedeeltelijk, voor duurzame energiebevoorrading binnen een erkend bedrijfsgebied dient. »;

2° in het eerste lid worden de woorden "2°bis" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 4, 2°," en "omvat het totaal bedrag ».

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, na het eerste lid, wordt het volgende lid ingevoegd :

« Wanneer dergelijke verrichtingen op een gewest- of gemeenteweg gebeuren, wordt het maximumpercentage vastgesteld op 100 %. »;

2° in § 1, tweede lid dat het derde lid is geworden, 1°, worden de woorden "van artikel 167 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium," vervangen door "van de artikelen 167 en 182 van het CWATUP";

3° in § 1, tweede lid dat derde lid is geworden, wordt punt 3 aangevuld als volgt :

« en voor de aankoop van gronden gelegen in de gebieden van de spoorweg- of luchthaveninfrastructuren en van de autonome havens bedoeld in artikel 21 van het CWATUP of ingeschreven in een gebied bedoeld in de artikelen 26, 27, 28, 33 en 34 van het CWATUP of gelegen in een omtrek bedoeld in artikel 167 van het CWATUP. »;

4° in § 1, derde lid, wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° 95 % voor de levering en de plaatsing van fotovoltaïsche panelen. »;

5° in § 2, derde lid, na de woorden "alsook de voorafgaandelijk goedgekeurde aanhangsels" worden de woorden ", met uitzondering van de in § 1, derde lid, 4° bedoelde verrichtingen".

Art. 8. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Er wordt geen subsidie voor dezelfde handelingen en werken toegekend als een project reeds een subsidie krijgt op basis van andere gewestelijke wetgevingen, met uitzondering van elk bedrag ontvangen overeenkomstig titel IV van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten en hoofdstuk I, titel I, van Boek II van het CWATUP en van elk bedrag ontvangen voor de aanleg of de wijziging van de door het Waalse Gewest gefinancierde wegen »;

2° in het tweede lid, worden de woorden "de beheerder of" ingevoegd tussen de woorden "voor zover" en "de gemeente";

3° artikel 12 wordt aangevuld als volgt :

« Onmiddellijk na hun voorlopige oplevering worden de gesubsidieerde infrastructuren, die worden opgericht in het kader van de aanleg van de ruimte voor economische bedrijvigheid overgenomen door de gemeente op wiens grondgebied ze zich bevinden of door de bij de wetten en reglementen voorziene beheerders.

Indien een specifieke infrastructuur gelijktijdig tot verschillende beheerders behoort, wordt, vóór de uitvoering van het werk, een akkoord over de overname bereikt tussen de partijen. »

Art. 9. De artikelen 13 à 16 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 10. De artikelen 17 à 18 van hetzelfde besluit worden respectievelijk de artikelen 13 en 14.

Art. 11. In artikel 19 van hetzelfde besluit, dat artikel 15 is geworden, worden de woorden "artikelen 20 tot 24" vervangen door de woorden "artikelen 16 tot 20".

Art. 12. In artikel 20 van hetzelfde besluit, dat artikel 16 is geworden, worden de woorden "artikel 22" vervangen door de woorden "artikel 18".

Art. 13. In artikel 21 van hetzelfde besluit, dat artikel 17 is geworden, worden de woorden "artikelen 20 en 22" vervangen door de woorden "artikelen 16 en 18".

Art. 14. In artikel 22 van hetzelfde besluit, dat artikel 18 is geworden, worden de woorden "artikel 26" vervangen door de woorden "artikel 22".

Art. 15. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt artikel 19.

Art. 16. In artikel 24 van hetzelfde besluit, dat artikel 20 is geworden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "artikelen 21, eerste lid, 3°, en 23, tweede lid" vervangen door "artikelen 17, eerste lid, 3°, en 19, tweede lid";

2° in het tweede lid worden de woorden "artikel 17" vervangen door "artikel 13".

Art. 17. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt artikel 21.

Art. 18. In artikel 26 van hetzelfde besluit, dat artikel 22 is geworden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, a), 2°, worden de woorden "artikel 25" vervangen door "artikel 21";

2° in het eerste lid, b), 1°, worden de woorden "gemeente, intercommunale of de maatschappij" vervangen door "gemeente of intercommunale";

3° in het eerste lid, b), 3°, worden de woorden "de gemeenten, de intercommunales en de maatschappij" vervangen door "de gemeenten of de intercommunales";

4° in het eerste lid, b), 4°, worden de woorden "de gemeenten, de intercommunales en de maatschappij" vervangen door "de gemeenten en de intercommunales";

5° in het eerste lid, b), 5°, worden de woorden "de gemeenten, de intercommunales en de maatschappij" vervangen door "de gemeenten en de intercommunales";

6° in het eerste lid, c), worden de woorden "aan de gemeenten, de intercommunales en de Maatschappij" vervangen door "aan de gemeenten en aan de intercommunales".

Art. 19. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt artikel 23.

Art. 20. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt artikel 24.

Art. 21. De artikelen 29 tot 30 van hetzelfde besluit worden respectievelijk de artikelen 25 en 26.

HOOFDSTUK II. — Slotbepalingen

Art. 22. De in artikel 13 van hetzelfde besluit bedoelde aanvragen tot subsidietoekenning ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit vallen onder het besluit dat van kracht is op de datum van de indiening ervan.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 4668

[C - 2007/31523]

5 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, notamment l'article 175;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué, modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 1997, du 12 décembre 2002 et du 3 mai 2007;

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2006, la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau a été créée pour notamment la prestation du service d'assainissement public des eaux résiduaires urbaines sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Qu'il convient d'adapter la liste des personnes de droit public pour lesquels les permis d'urbanisme, les permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué;

Sur la proposition du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué, modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 1997, du 12 décembre 2002 et du 3 mai 2007, un 14^o libellé comme suit est inséré après le 13^o : « 14^o la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau ».

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 4668

[C - 2007/31523]

5 JULI 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, inzonderheid op artikel 175;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgegeven door de gemachtigde ambtenaar, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 mei 1997, 12 december 2002 en 3 mei 2007;

Overwegende dat bij ordonnantie van 20 oktober 2006, de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer werd opgericht ten einde de openbare sanering van het stedelijk afvalwater te verzekeren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat de lijst van de publiekrechtelijke personen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgegeven door de gemachtigde ambtenaar aangepast dient te worden;

Op voorstel van de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juni 1993 tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgegeven door de gemachtigde ambtenaar, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 mei 1997, 12 december 2002 en 3 mei 2007, een 14^o omschreven als volgt wordt toegevoegd na 13^o : « 14^o de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer ».